

Le monde diplomatique

Mars 2017, pages 1, 10 et 11

En Occident, contestation de gauche... et de droite

Bouillonnement antisystème en Europe et aux États-Unis

Pas de flonflons pour célébrer le soixantième anniversaire du traité de Rome et du Marché commun, le 25 mars. La bannière européenne a perdu son éclat, tant les politiques de l'Union se sont révélées désastreuses. Partout ont fleuri des mouvements antisystème. Dans quelques pays, ils se situent résolument à

gauche. Mais nombre d'entre eux font de la
xénophobie leur fonds de commerce.


par Perry Anderson

aperçu



Emily Eveleth. – « World Bank » (Banque mondiale), 2010

© Emily Eveleth - Miller Yezerski Gallery, Boston



Il y a vingt-cinq ans,

l'expression « mouvement antisystème » était fréquemment employée, notamment par les sociologues Immanuel Wallerstein et Giovanni Arrighi, pour décrire les diverses forces de gauche hostiles au capitalisme. De nos jours, elle reste pertinente en Occident, mais sa signification a changé. Les mouvements contestataires qui se sont multipliés au cours des dix dernières années ne se rebellent plus contre le capitalisme, mais contre le néolibéralisme — c'est-à-dire la déréglementation des flux financiers, la privatisation des services publics

et le creusement des inégalités sociales, cette variante du règne du capital mise en place en Europe et aux États-Unis depuis les années 1980. L'ordre politique et économique qui en découle a été accepté presque indistinctement par des gouvernements de centre droit et de centre gauche, consacrant le principe de la pensée unique illustré par la maxime de Margaret Thatcher : « Il n'y a pas de solution de rechange » (*There is no alternative.* ou TINA). Deux types de mouvements se sont développés en réaction à ce système. De droite ou de gauche, ils sont stigmatisés par les classes dirigeantes, qui les présentent comme une menace unique : celle du populisme.

Ce n'est pas un hasard si ces mouvements sont d'abord apparus en Europe plutôt qu'aux États-Unis. Soixante ans après le traité de Rome, l'explication est simple. Le Marché commun de 1957, qui prolongeait la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) — conçue par Robert Schuman à la fois pour éviter le retour d'un siècle d'hostilités franco-allemandes et pour consolider la croissance économique d'après-guerre en Europe de l'Ouest —, était le produit d'une période de plein-emploi et de hausse des salaires moyens, d'ancrage de la démocratie représentative et de développement des systèmes de redistribution. Les accords commerciaux découlant du Marché commun empiétaient peu sur la souveraineté des États

membres, qui s'en trouvaient
renforcés plutôt qu'affaiblis.

Les budgets et (...)